

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La gauche au gouvernement

Quelle place pour le Parti socialiste ?

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 21 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

Parce que nous avons des propositions à faire valoir : pour l'emploi, pour la justice sociale, pour la relance de l'économie, nous sommes un certain nombre de responsables socialistes (parmi lesquels Emmanuel Maurel, Gérard Filoche, Marie-Noëlle Lienemann...) à nous retrouver dans la motion 3 « Maintenant la Gauche ! Le social au coeur ! » soumise au vote des militants socialistes en vue du congrès de Toulouse du Parti socialiste. *La redistribution des richesses, le refus de l'austérité, la hausse des salaires, la transition énergétique, la 6e République sont autant de thèmes que nous soumettons au débat.*

Nous souhaitons tous, ardemment, la réussite de la présidence de François Hollande et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Mais nous savons tous qu'aussi bien après 1981 que de 1997 à 2002, le Parti socialiste a eu du mal à trouver sa place. *Aussi, nous voulons que le débat ait lieu sur le rôle du Parti socialiste quand la gauche est au gouvernement.* Tous les socialistes se disent d'accord pour un Parti qui explique la politique menée par notre gouvernement. Tous se retrouvent pour dire que le Parti doit faire remonter les attentes, les espérances de nos concitoyens. Mais cela suffit-il ? Nous ne le pensons pas.

Gouvernement, Parlement, Parti : à chacun son rôle

Nous savons que tant que nous ne nous serons pas débarrassés des institutions de la 5e République, la pente naturelle c'est l'auto-censure. Il ne suffit pas de dire que le Parti ne doit pas être un parti godillot. Il faut dire concrètement comment le Parti peut aussi relayer les impatiences, les mécontentements et les attentes de nos concitoyens.

Le rôle du parti est d'aider à créer le rapport de forces favorable aux salariés. Les plus riches, les possédants, les grandes entreprises, le monde de la finance sont organisés et font pression sur le gouvernement. Que notre premier ministre aille à l'université de rentrée du Medef, qu'il reçoive Bernard Arnault, soit ! Mais le Parti, lui, doit peser dans le rapport de forces social et aider le gouvernement à tenir bon. Dans la bataille pour l'emploi, le gouvernement aura sans doute des arbitrages à prendre, mais *le Parti lui devra être aux côtés des salariés qui luttent pour préserver leurs emplois.* Car ce ne sont pas eux qui sont responsables de la crise, il n'est pas normal qu'ils en paient les frais.

Un parti militant et mobilisé

Il n'y aura pas de transformation en profondeur de la société sans mobilisation sociale. Les réformes gouvernementales doivent à la fois pouvoir s'appuyer sur une société mobilisée et susciter cette mobilisation.

Pour conserver la confiance des électeurs, nous devons nous attaquer frontalement à la question du chômage et des inégalités. *La répartition du PIB entre capital et travail s'est dégradée au détriment des salariés.* Notre mission historique, la redistribution des richesses, ne sera possible que si nous actionnons deux leviers fondamentaux : la politique salariale et la politique fiscale.

La nécessaire « *révolution fiscale* » ne pourra pas être menée à bien sans soutien populaire. Les 10 % des ménages français les plus riches détiennent à eux seuls la moitié du patrimoine total et disposent en moyenne de plus d'un million d'euros chacun. Il est temps d'imposer les revenus de la rente et du capital au même niveau que les revenus du travail. Mais qui peut penser que le mouton se laissera tondre la laine sur le dos sans réagir ?

Quelle place pour le Parti socialiste ?

Ne reproduisons pas les erreurs du passé : un parti trop discret, un groupe parlementaire au garde à vous, une absence de recul critique et l'isolement des gouvernants dans leurs agendas chronophages. Au contraire, nous voulons un parti combatif, présent dans le mouvement social, dans l'innovation militante, dans le monde associatif. Nous populariserons d'autant mieux les grandes réformes de notre gouvernement que nous en aurons débattu. C'est pourquoi la motion dont je suis signataire propose une convention nationale du PS sur « la seconde étape de la réforme fiscale pour une juste redistribution », sur laquelle tous les militants devraient être consultés et appelés à débattre.

Il nous faut aussi un Parti qui veille à la formation théorique et pratique de ses militants. Il est aujourd'hui nécessaire et urgent de se former sur l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme, de débattre du socialisme du 21ème siècle. Nous proposons dans notre motion, par exemple, la création d'une « école du militant » organisée nationalement et présente dans chaque fédération.

Dans une Région, un Département, une Commune, le Parti socialiste ne doit pas se contenter de relayer la politique des collectivités animées par des élus issus de ses rangs. Il en est de même au plan national. Bien sûr nombre de dirigeants socialistes sont maintenant ministres, nombres de responsables ont été appelés dans les cabinets ministériels. Cette phase de mise en place du gouvernement est maintenant terminée. *Notre Parti ne doit pas rester atone*. Il doit intervenir haut et fort pour que réussisse la transformation sociale indispensable pour sortir de la crise !